

27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

03/10/2024

Non au dialogue social : **affrontons sans compromis** **le patronat et le gouvernement !**

Malgré la profonde colère dans le monde du travail, la mobilisation de ce 1^{er} octobre n'a pas été à la hauteur. Des dizaines de milliers de personnes ont battu le pavé dans 190 rassemblements pour la défense des salaires, des retraites et des services publics. Appelée par trois syndicats (CGT, Solidaires, la FSU) et des organisations de jeunesse, cette première journée de grève interprofessionnelle a comptabilisé près de 170.000 de personnes dont 20.000 manifestants à Paris, près de 8.000 personnes à Toulouse, 6.000 à Lyon, 5.000 à Bordeaux 3.000 à Rennes plus de 2000 à Nantes ou encore 1.500 à Perpignan ou Caen. Un niveau de participation proche des 200.000 manifestants d'octobre 2023. En refusant de participer à l'action, Les directions de la CFDT, de FO et de la CFE-CGC ont choisi de clore définitivement la lutte pour l'abrogation de la loi sur les retraites en cette rentrée.

Le gouvernement a annoncé une austérité de choc :

La direction de la CFDT tient un langage clair de collaboration de classe. Ainsi dans un communiqué de sa commission exécutive, elle déclare qu'après la nomination du premier ministre le : « *politique, seul, ne pourra rien* » et conclut : « *Les partenaires sociaux auront la responsabilité de bâtir des compromis alliant progrès social, transformation écologique et solidité économique* ». Depuis plusieurs semaines, le discours de la CGT ne dit pas vraiment autre chose en trouvant des « *inflexions* » dans le discours de Barnier. Ainsi, Sophie Binet a affirmé sur les retraites : « *il m'a écoutée poliment, il a pris des notes. Le premier changement notable est qu'il a annoncé vouloir rouvrir la question de la réforme des retraites alors qu'Emmanuel Macron ne voulait pas en entendre parler* ». Sur l'assurance-chômage, la dirigeante relève : « *On n'a pas eu de réponse claire et ferme. Mais ce que nous ont fait comprendre la ministre du Travail et le Premier ministre, c'est qu'ils souhaitaient redonner la main aux acteurs sociaux* ».

On peut aussi s'interroger au sujet du communiqué de la direction de la CGT après le 1^{er} octobre à l'issue du discours de politique générale de Barnier confirmant plus que jamais cette dérive. La centrale syndicale crie « *on a gagné* » face à l'annonce par Barnier d'une revalorisation du SMIC dès novembre, à hauteur de 2 % prévue automatiquement tenant compte de l'inflation Ce communiqué présente même la réouverture de négociations entre syndicats et patronat autour de la réforme de l'assurance chômage comme « *l'enterrement* » de cette réforme, oubliant le flop de ces mêmes négociations il y a quelques mois. La CGT semble conquise par Barnier au point de présenter ces orientations comme le symbole de « *l'échec de la politique économique, sociale et environnementale d'Emmanuel Macron* » et salue même « *un changement de méthode démocratique* » !

Les organisations syndicales font complètement abstraction des annonces d'austérité brutale annoncées par Barnier, la cour des comptes, l'union européenne et le patronat, austérité brutale qui est le cœur du problème auquel sont confrontés les travailleurs.

Ne pas en tirer les conséquences en terme de lutte, c'est accepter de fait qu'il n'y a pas d'autre politique possible et refuser de rompre avec la stratégie du dialogue social voulue par le gouvernement et le patronat.

Pour arracher de véritables avancées sociales il faut combattre le gouvernement et le patronat par la grève et la rue

Ce n'est pas la voie choisie par Sophie Binet qui a d'ailleurs confirmé qu'elle répondrait présente sans condition aux négociations à venir avec le gouvernement. L'orientation proposée par la direction de la CGT, comme la CFDT, à une continuation du « *dialogue social* » qui n'est qu'une impasse pour le mouvement ouvrier. Comme nous l'affirmions dans nos hebdomadaires 892 et 891 entre autres.

Ne pas rentrer dans le jeu du gouvernement et de la collaboration de classe doit être la ligne rouge ! Au contraire il est urgent de rompre immédiatement avec ce « *dialogue social* ». Barnier ne cédera sur aucune des revendications importantes et son « *compromis* » et « *dialogue* » servent avant tout à casser la mobilisation et à désarmer le mouvement quand l'urgence est de préparer à affronter la bataille.

Pour arracher de réelles avancées sociales, il faut un rapport de forces construit par la lutte de classes. Celui-ci doit se construire autour d'une stratégie unifiant les travailleurs, la jeunesse, les retraités autour d'un programme pour les salaires, les retraites et les services publics. Une mobilisation massive à la hauteur de l'offensive brutale qui se dessine.

Se Préparer à l'affrontement avec le gouvernement Macron-Barnier :

Le gouvernement nous prépare à une cure austéritaire de choc, la stratégie syndicale est en décalage complet avec la situation. Il faut un rapport de forces pour faire reculer Macron unifiant les travailleurs, la jeunesse, les retraités autour d'un programme pour se battre et donnant confiance dans la possibilité de vaincre. La lutte contre la réforme des retraites a montré que même avec des millions de travailleurs mobilisés le capital ne cède pas sans une grève générale. Trois années d'inflation pèsent durement sur les conditions de vie et de subsistance des travailleurs, il faut exiger une hausse générale des salaires de 400 euros ainsi que la hausse immédiate du SMIC à 2.100 euros net.

Barnier a rappelé la priorité de la réduction du déficit prévoyant un effort de 60 milliards d'euros ! Ce n'est pas notre dette, ce n'est donc pas aux travailleurs de payer la crise ! Les licenciements se multiplient : 132 plans de licenciement sont annoncés, soit plus de 33.000 emplois supprimés ou menacés. La forte augmentation des défaillances d'entreprises, qui s'accompagne une vague de licenciements touchant particulièrement les TPE /PME.

Une journée de manifestation comme ce 1^{er} octobre n'y suffira pas, il faut une stratégie de développement des luttes avec des objectifs clairs et qui rassemblent les salariés dans la durée. Il est de la responsabilité des organisations syndicales et tout particulièrement de la CGT et de ses syndicats de créer les conditions d'une telle stratégie de lutte.